

Accueil > Juridique > Droit & Technique > Orsa : de l'approche à la rédaction du rapport, be...

## SOLVABILITÉ II

# Orsa : de l'approche à la rédaction du rapport, benchmark 2015 et priorités 2016

PAR LOUIS-ANSELME DE LAMAZE, ACTUAIRE, MANAGER - LE 29/11/2016

Le rapport Orsa à destination de l'AMSB constitue une forme de reporting de l'ensemble des travaux et réflexions menées autour de la gestion des risques à court et moyen terme. Pour 2016, les rapports Orsa devront aller plus loin dans la détermination de l'appétence, allant jusqu'à la détermination de budgets de risques, et imposant des limites opérationnelles de prises de risque.

**Par Louis-Anselme  
de Lamaze,**  
actuaire manager chez Actuelia



Si nous considérons que « le besoin global de solvabilité est aux actionnaires/adhérents ce que le SCR est à l'ACPR », un minimum de chiffrage semble nécessaire. Et pourtant, plus la taille de l'organisme d'assurance est importante, plus le chiffrage est laissé de côté au profit d'un argumentaire qualitatif, dont la formulation pourrait parfois être qualifiée de « standard ». Plutôt que de se servir de l'opportunité laissée par le régulateur de modifier les risques sur/sous-pondérés dans la formule standard, d'ajuster un risque immobilier calibré sur un marché anglais, de tester ses paramètres spécifiques sans avoir besoin d'une demande écrite à l'ACPR, d'intégrer *a minima* les obligations d'Etats et de diminuer fortement le chargement pour les contreparties supérieures à trois mois, de nombreux rapports mentionnent que la formule standard est parfaitement adaptée à leur activité (quelques fois même par des organismes d'assurance souhaitant utiliser leur modèle interne !).

Les actionnaires (ou les sociétaires pour le monde mutualiste) ne souhaitant pas uniquement la protection de l'organisme en *run-off* mais celle de l'entreprise dans le futur, intégrant aussi la protection des salariés, il n'est pas rare de voir des risques de long terme dans certaines analyses Orsa (perte de la matière assurable, risque d'intrusion informatique, risque d'image). Tantôt chiffrés, tantôt couverts, tantôt assumés, les risques analysés sont de nature à renforcer le rapport à destination de l'*Administrative Management and Supervisory Board* (AMSB), à le rendre d'une plus grande utilité pour les dirigeants effectifs et administrateurs. Par ailleurs, dans les entreprises les plus grandes, c'est à travers ce rapport que certains messages peuvent être communiqués et quelques plans d'action engagés.

## Une métrique faisant consensus ?

Sur la totalité des rapports analysés dans le cadre de notre benchmark, aucun organisme n'a fait mention d'une modification de la métrique de risque pour le chiffrage du besoin global de solvabilité. Le risque bicentenaire semble être l'étalon de référence.

Ce constat mérite cependant d'être atténué puisque notre benchmark n'intégrait qu'un seul bancassureur. Ce type d'entreprise pourrait être le premier à alléger la volonté de capitalisation dans un cadre Orsa, étant entendu que le groupe bancaire pourrait intervenir en cas d'insolvabilité tous les dix ou vingt ans.

## L'appétence au risque : l'AMSB sous les projecteurs ?

Ne l'oublions pas, l'objectif premier d'une évaluation prospective est de tester et de valider la stratégie de développement de l'organisme au regard des contraintes du marché et de son environnement réglementaire. Pour cela, l'intervention de l'AMSB est cruciale : ce dernier formule les perspectives d'évolution qu'il souhaite, et doit s'appropriier les travaux de modélisation qui lui sont présentés par les équipes opérationnelles et la fonction gestion des risques. Il doit ensuite valider les axes à suivre.

Dans cette optique, les nombreux scénarios de stress réalisés dans le cadre Orsa, dont l'AMSB semble très demandeur, lui permettent d'apprécier la résistance à des chocs et les impacts à terme des décisions stratégiques. C'est à travers cette évaluation que l'AMSB peut affiner la volatilité de son entreprise.

Par ailleurs, l'appétence aux risques qui doit alors définir le lien entre la stratégie et l'exposition aux risques de l'entreprise, reste encore peu définie dans les rapports Orsa. Les formulations d'appétence rencontrées sont pour la plupart du temps peu contraignantes et inadaptées à la stratégie de l'entreprise, retenant comme seul indicateur un niveau de ratio de solvabilité seuil en oubliant d'évoquer un niveau de rentabilité cible. L'appétence au risque ne doit pas se définir comme une forme d'inappétence au risque : il s'agit d'évaluer un niveau de risque accepté pour concrétiser une stratégie de développement ! Nous observons par exemple des niveaux de ratio de solvabilité seuil comme appétence s'avérant dangereux s'ils sont trop hauts, car cela aura un impact sur la rentabilité, ou trop faibles, ce qui aura un impact sur l'exposition aux risques et donc la volatilité des résultats.

De plus, une expression de l'appétence au risque dans un référentiel bicentenaire peut paraître absurde, du fait que les stratégies de développement sont souvent à un horizon défini à moins de dix ans. Choisir une estimation des pertes causées par un choc décennal comme niveau d'appétence serait plus crédible. La direction générale et l'AMSB étant soucieux d'avoir une vision de l'activité de l'entreprise sur les dix prochaines années, il est justifié de piloter son niveau de prise de risque sur cet horizon.

La déclinaison, par la gestion des risques, de l'appétence en tolérances aux risques et indicateurs de budget de risques, encore mal maîtrisée, permettrait pourtant à la fonction actuarielle de se positionner sur les sujets où elle doit émettre un avis.

## Des rapports à destination de l'AMSB

Le rapport Orsa constitue une forme de *reporting* de l'ensemble des travaux et réflexions menées autour de la gestion des risques à court et moyen terme.

Dans le cadre de nos missions, les rapports Orsa observés étaient finalisés avec des contenus très variés, pouvant aller de 30 pages à 130 pages. Si les trois évaluations sont présentées, soit l'évaluation du besoin global de solvabilité, le respect permanent et la mesure du profil de risque, le lien des exigences concernant le calcul des provisions techniques n'est pas toujours apparent. Les acteurs attendent pour la plupart la finalisation des travaux du premier rapport actuariel prévu pour 2016.

Au travers des différents exercices de préparation Orsa, l'AMSB a eu l'opportunité de contribuer à l'élaboration de plusieurs rapports pour leur structure. Nous observons donc une forte montée en compétences de l'AMSB sur ces problématiques. L'appropriation du rapport se ressent aussi au moment de la prise de décisions stratégiques, où nous avons observé de plus en plus de production infra-annuelles de scénario Orsa, l'Orsa étant un élément indispensable à la prise de décision de l'AMSB comme cela est souvent précisé dans la politique écrite Orsa.

Pour 2016, les rapports Orsa devront aller plus loin dans la détermination de l'appétence, allant jusqu'à la détermination de budgets de risques, et imposant des limites opérationnelles de prises de risques. Le lien vers la gestion des risques sera attendu par l'AMSB qui utilise de plus en plus cet outil de pilotage.

## A LIRE AUSSI



**Droit des obligations : quand le tocsin sonne !**



**Projet de loi Sapin II : nouvelles obligations de prévention de la corruption**



## Souscription de contrat d'assurance en ligne et validité de la signature électronique

La tribune de l'assurance Tous droits réservés